

Pour une meilleure prise en compte des incidences sociales de la transition écologique.

Alors que la COP 24 se termine sur un bilan mitigé, des chrétiens, dont Gaël Giraud, Cécile Renouard, ou Samuel Grzybowski, plaident pour une meilleure prise en compte des incidences sociales de la transition écologique.

ZOOM

La situation politique française est celle d'une majorité de Français qui exprime sa souffrance sociale dos au mur et se heurte à l'incompréhension d'élites métropolitaines qui ont perdu le contact avec le corps de la société française.

Nous pensons qu'elle appelle avant tout la solidarité des chrétien.ne.s à l'égard des victimes de politiques publiques qui, depuis quarante ans, déchirent le lien social en France et contribuent à détruire la planète. Cette solidarité doit se traduire notamment par un débat national qui redonne du sens à l'intuition fondatrice de l'encyclique *Laudato Si'*: la lutte contre le réchauffement climatique et la justice sociale vont de pair.

Gilets jaunes, pourquoi l'Église prend part au débat

Dissipons quelques malentendus.

Primo

Si la taxe carbone a servi d'élément déclencheur à une colère qui dépasse bien évidemment la seule exigence de justice écologique, c'est aussi parce que la démission de Nicolas Hulot en septembre dernier a alimenté la perception d'une absence, à ce jour, de volonté gouvernementale concrète de prendre au sérieux le défi écologique. Ajoutée à l'abandon de l'ISF et à la réduction de l'impôt sur le capital, l'instauration de la taxe carbone ne pouvait être perçue que comme une tentative de redistribuer la richesse de bas en haut.

Il faut en effet rappeler que beaucoup de grandes entreprises "pollueuses" du pays sont exonérées de la taxe carbone et qu'elles obtiennent la plupart de leurs quotas d'émission gratuitement. Si le recul du gouvernement au sujet de la taxe carbone devait signifier un abandon de tout engagement de l'État en faveur de la transition écologique, ce serait une démission catastrophique face à l'impératif écologique : il faut au contraire étendre la taxe carbone et la compléter, par exemple, par une "prime" réservée aux 40-50 % les moins favorisés de la population. Pareille prime, de 300€ par an, coûterait entre 5 et 6 Mds€ à l'État et pourrait être compensée par l'extension de l'assiette de la taxe.

Secundo

L'absence de représentant identifié des "gilets jaunes" impliquerait qu'en dehors d'une exigence de revalorisation du pouvoir d'achat des plus défavorisés, le message transmis par les manifestants serait inaudible. La demande formulée par les manifestant.e.s est pourtant on ne peut plus claire : rétablir des conditions de vie décentes pour tou.te.s et mettre fin à la pente sur laquelle glisse notre société depuis plusieurs années, à la faveur de la métropolisation de notre territoire national, du

démantèlement des services publics, de l'austérité budgétaire, du désinvestissement de l'État, de la financiarisation des relations sociales et de la privatisation de notre patrimoine public.

Les « élites » vivant au centre des métropoles françaises qui s'étonnent de telles revendications devraient passer quelques mois dans les Hauts de France, en Creuse ou au Nord du Lot et Garonne pour faire l'expérience existentielle de ce que vit aujourd'hui une majorité de Français.e.s : la relégation dans des territoires peu à peu abandonnés des services publics, éducatifs et hospitaliers, où le train ne s'arrête plus et où l'on sait que les cars électriques ne permettront pas d'acheminer la nourriture (bio) de demain. Entre 2015 et 2018, le pouvoir d'achat du SMIC aura décroché de -4,6 % par rapport au PIB par habitant. Dans les Hauts de France, un.e cancéreux.se a en moyenne une espérance de vie de sept ans inférieure à celle d'un.e Parisien.ne.

Tertio

La situation serait de type révolutionnaire et appellerait une défense autoritaire des institutions avec lesquelles le peuple français serait sur le point de rompre. Rien n'est plus faux. Redisons-le : l'essentiel des "gilets jaunes" n'a rien à partager avec les casseurs qui, aujourd'hui comme hier, profitent des rassemblements de masse pour régler leurs comptes avec les autorités publiques, piller ou tenter d'assassiner des fonctionnaires comme au Puy-en-Velay, et qui ont fait plonger le chiffre d'affaires des commerçants de certains quartiers.

Ce qui frappe celles et ceux qui défilent avec les "gilets", c'est bien plutôt l'atmosphère joyeuse dans laquelle s'opèrent la plupart des blocages sur les ronds-points de France. Beaucoup d'entre nous y font l'expérience de liens retrouvés, d'une fraternité neuve, d'une espérance inédite, y compris avec les forces de l'ordre locales. Ce qui étonne, à l'inverse, c'est la fermeture de certains quartiers ouest de Paris et le succès de la terreur distillée par les médias auprès des populations favorisées.

Est-ce cela l'expérience de l'hospitalité messianique ? Cette réaction est symptomatique du schisme qui divise les Français : une minorité d'entre nous a accès aux études supérieures, contrôle les médias, l'économie et la finance. Cette minorité – un tiers ? – est cependant suffisamment massive pour vivre dans un entre-soi endogame qui fait qu'elle ne comprend plus ce que vivent les deux autres tiers de la société.

Quatrième malentendu

La situation française serait exceptionnelle et liée à un atavisme gaulois hostile à la réforme. En réalité, toute l'Europe souffrante regarde la France ; des gilets jaunes s'agitent également en Belgique et en Allemagne ; la Tunisie, elle, voit poindre des gilets rouges... Et le monde entier regarde le pays hôte de la COP21 en matière de lutte contre le réchauffement.

La colère qui gronde ne faiblira pas si la politique qui l'a provoquée est poursuivie. Autoriser les CRS à tirer des Flash-balls sur des enfants ou sur des manifestants pacifistes qui défilent les bras en croix – manière de rappeler aux chrétiens que le Christ, aujourd'hui, marche aussi aux côtés des "gilets jaunes" ? – ne permettra pas de rétablir la légitimité de l'État. L'accélération de la revalorisation de la prime d'activité et le ralentissement de la hausse de la CSG pour les retraites modestes annoncés par le Président de la République lundi 10 décembre amorcent une correction nécessaire du décrochage subi par les smicards et certains retraités vis-à-vis du reste de la population.

Mais ils ne constituent pas un "changement de cap" vis-à-vis de la politique dénoncée par les manifestants, et ne disent rien sur leur financement, ni sur l'indispensable contribution des plus hauts revenus. Enfin, ils laissent de côté chômeurs et bénéficiaires du RSA. Si le gouvernement entend maintenir le cap de l'austérité budgétaire qu'il s'est fixé, ces dépenses vont l'amener à pratiquer des coupes supplémentaires dans le financement d'autres services publics. Or la poursuite de l'austérité budgétaire, de la réduction de la fiscalité pour les hauts revenus et de l'augmentation de la pression fiscale pour les moins favorisés n'est ni efficace, ni nécessaire, et ne nous semble plus

politiquement viable dans le climat actuel. Inefficace car la théorie du ruissellement (qui voudrait que l'enrichissement des "premiers de cordée" profite à tous) [est un mythe](#)

Elle n'est pas nécessaire car, comme l'a rappelé le Commissaire Européen Pierre Moscovici, le plafond des 3 % pour le déficit public peut être librement interprété par la Commission européenne. On pourrait fort bien décider de soustraire les investissements pour les infrastructures vertes du calcul du déficit sans modifier les Traités européens. Enfin, de quelle marge de manœuvre politique le gouvernement disposera-t-il dans les mois qui viennent pour réduire davantage encore des services publics déjà exsangues ?

Les signataires

Emeline Baudet, doctorante. Ecole Normale Supérieure. **Pierre-Louis Choquet**, Enseignant-chercheur associé à l'Université d'Oxford, **Jean-Victor Elie**, doctorant, École Normale Supérieure Paris-Saclay. **Alain Grandjean**, Economiste, membre du conseil scientifique de la Fondation, Nicolas Hulot. **Samuel Grzybowski**, Co-fondateur de Coexister. **Anne Guillard**, doctorante, SciencesPo/Université de Genève. **Gaël Giraud**, jésuite, directeur de recherche CNRS. **Adrien Louandre**, Animateur permanent du MRJC de la Somme, Représentant des jeunes français lors du Synode des Jeunes. **Marcel Rémon**, directeur du Ceras. **Cécile Renouard**, religieuse de l'Assomption, directrice du Campus de la transition. **Louise Roblin**, doctorante, université Paris 1.